

Thème 2 – Les dynamiques de la mondialisation

Question 2 – Les territoires dans la mondialisation

Chapitre IV

Les territoires dans la mondialisation

- Etude de cas : Shanghai, une nouvelle ville mondiale
- Méthodologie du schéma : Shanghai, une ville mondiale
- Méthodologie de l'étude critique de document : l'océan indien, un espace convoité
- Méthodologie du croquis : l'inégale intégration des territoires à la mondialisation

I Les pôles et espaces majeurs de la mondialisation

A Les espaces intégrés à la mondialisation

L'hégémonie : l'exercice de la domination souveraine d'une puissance sur un espace plus large que son seul territoire.

PIB (Produit Intérieur Brut) : la richesse créée par l'ensemble de l'activité économique intérieure d'un Etat en un an et exprimée en dollars US.

Le Taux de croissance : l'évolution de la production de biens et de services marchands d'un Etat d'une année sur l'autre exprimée en % (ex : la différence entre le PIB d'un pays en 2010 et en 2011).

Depuis le début des années 1990 et la fin du bloc communiste, le monde apparaît de plus en plus multipolaire. La mondialisation a réorganisé les espaces mondiaux et a entraîné une nouvelle hiérarchisation qui tend à brouiller la délimitation Nord/Sud.

A.1 Les Etats hégémoniques de la Triade, en repli relatif

- Les puissances traditionnelles du Nord désignées sous le terme de "**triade**" dominant toujours l'économie mondiale et son organisation. La Triade, malgré un **repli relatif face à de nouveaux pôles émergents**, représente encore 80 % du commerce planétaire, 66 % du **PIB** mondial, concentre la majorité des grandes métropoles et des sièges sociaux des FTN les plus puissantes. Elle reçoit toujours une grande partie des IDE de la planète, représente une part écrasante des financements pour la recherche et le développement, et constitue le cœur financier du monde (les 6 premières places boursières sur les 10 principales sont dans les pays de la Triade); enfin, la Triade accueille la plupart des grandes manifestations culturelles et sportives, les plus prestigieuses universités, les grands musées, et les sièges des OIG (ONU, FMI, OMC, Banque mondiale...).
- D'autres Etats de la planète, comme l'Australie, la Nouvelle Zélande et les pays européens hors U-E ne sont pas regroupés dans la Triade car leur influence sur l'économie mondiale est moindre, mais disposent d'un niveau de développement comparable.

A.2 Le basculement des "Suds"

Les stratégies des FTN dans le cadre de la NDIT ont entraîné la **différenciation des "Suds"**.

- Les **BRICS**, principaux récepteurs des IDE au Sud, se sont pleinement intégrés à la mondialisation. Ils ont bénéficié d'une forte **croissance** économique depuis plus d'une décennie qui leur a permis d'afficher de nouvelles ambitions. Ces cinq pays émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) sont devenus des pôles majeurs du système économique mondial. Ces Etats ont tendance à **contester la suprématie de la Triade en cherchant à réorganiser la mondialisation en leur faveur**. Les BRICS exercent une **influence régionale** grandissante : le Brésil étend son emprise économique dans le continent sud-américain ; la Chine en Asie centrale, en mer de Chine ou en Afrique ; la RSA en Afrique australe. . .

Les BRICS contestent aussi les rapports de force au sein des OIG, toutes situées dans les pays de la Triade, en bloquant les accords internationaux (opposition à l'ONU, arrêt des négociations pour la Banque mondiale, contestation du FMI. . .).

- Les **États intégrés dominés** sont certes connectés à la mondialisation mais n'en sont pas des centres d'impulsion. Ce sont des **NPI** qui peuvent exercer une influence régionale réduite mais restent essentiellement des "pays ateliers" (Mexique, Argentine, Vietnam, Indonésie, Maroc. . .), des **États fournisseurs de matières premières minières ou végétales** (Etats de l'Isthme américain, Namibie, Cameroun, Ghana. . .), des **pays rentiers dépendants des hydrocarbures** (Venezuela, Arabie Saoudite, Algérie. . .) et enfin des **États à fort développement touristique ou financier** (Tunisie, E.A.U, confettis caraïbes. . .).

A.3 La traditionnelle délimitation Nord/Sud

La traditionnelle délimitation Nord/Sud héritée des années 1990 est donc de plus en plus floue. Les liens de dépendance Nord/Sud se sont affaiblis pour laisser place à une complexification du monde, notamment sous l'égide de nouveaux liens Suds/Suds dynamiques. Ce basculement latent jusqu'en 2000, est devenu patent avec la crise économique de 2008 (voir *doc 1*). Un **rééquilibrage géoéconomique et géopolitique** s'opère et remet en cause les anciennes dépendances (Investissements chinois dans l'U-E spécialement en Grèce ; la Chine détient 20 % des bons du trésor américain ; candidature du Mexicain Augustin Carstens à la tête du FMI en 2011. . .).

B Les métropoles, centres d'impulsion de la mondialisation

Une métropole (ville mondiale) : un pôle urbain d'importance qui est un lieu de commandement et d'impulsion par sa concentration des activités économiques, financières, culturelles et politiques.

Une mégapole : une agglomération de plus de 10 millions d'habitants qui possède très souvent le statut de métropole. **Une mégalopole** : plusieurs agglomérations qui se sont tellement étendues qu'elles finissent par se rejoindre et ne former qu'un immense tissu urbain regroupant des dizaines de millions d'habitants.

B.1 Les métropoles mondiales

Les métropoles mondiales sont les **lieux privilégiés** de la mondialisation. Elles font figure de **centres de commandement et d'impulsion qui organisent l'économie mondiale**. Ce pouvoir décisionnel est conféré à une ville monde par la présence d'un certain nombre d'activités (voir *doc 2*) :

- la présence de **sièges sociaux** des grandes FTN (lieu de mise en place des stratégies économiques des firmes et de l'accumulation du capital) concentrés dans des quartiers d'affaires (Manhattan à N-Y, la City à Londres, La Défense à Paris, Lujiazui à Shanghai...).
- L'implantation d'une **bourse** d'importance mondiale qui organise les marchés financiers (London Stock Exchange à Londres, Wall street à N-Y, Kabuto-Cho à Tokyo, la bourse de Paris, de Francfort...).
- Un **réseau de transport** accessible et dense, notamment en ce qui concerne les aéroports internationaux.
- Présence de grands médias établis dans la métropole (sièges des grandes chaînes d'information, des grands quotidiens) qui diffusent les informations à partir de la ville-monde.
- Une forte concentration de main d'œuvre hautement qualifiée issue de **grandes universités, des grands laboratoires de la recherche et du développement**.
- Une forte influence culturelle visible par l'organisation de **manifestations sportives ou culturelles** d'envergure mondiale grâce à des infrastructures d'accueil conséquentes (JO, exposition universelle...).

B.2 Dans la mondialisation actuelle

Dans la mondialisation actuelle, une quarantaine de villes mondiales sont les **nœuds et centres névralgiques de l'économie planétaire** (voir *doc 3*). Ces métropoles sont situées en majorité dans les pays de la Triade (Tokyo, New-York, Londres, Paris...).

- Mais d'autres métropoles mondiales situées dans les "Suds" émergent en parallèle avec la multipolarisation du monde : il s'agit de Mexico, Sao Paulo, Buenos Aires, Shanghai, Bombay-Mumbai... Néanmoins, ce processus de mondialisation accéléré dans les villes mondes des pays émergents provoque une **croissance urbaine effrénée** qui engendre des problèmes de ségrégation spatiale, de déficits des services publics et de gestion de l'urbanisme (pollutions massives, bidonvilles, saturation des voies de communication...). Les enjeux sont donc de taille pour ces pays à la croissance économique exponentielle.
- Les plus puissantes de ces villes mondiales forment des **mégalopoles** (mégalo-pole japonaise, mégalo-pole de la côte Est des E-U, mégalo-pole européenne ou "banane bleue" ...) avec le phénomène de l'expansion urbaine. Ces espaces urbains gigantesques sont des lieux moteurs de la mondialisation.

C Les façades maritimes, des interfaces privilégiées

La littoralisation : le déplacement des populations et des activités économiques vers les littoraux à cause de la maritimisation de l'économie.

Une interface : un lieu de connexion entre deux espaces.

Une façade maritime : un littoral où se concentrent plusieurs ports d'importance mondiale.

- La mondialisation entraîne un vaste processus de **littoralisation** lié à l'importance du **trafic maritime** dans les échanges commerciaux. En effet, 90 % des échanges de marchandises sont effectués par voie maritime. La mer permet de stimuler l'activité économique et d'animer des régions entières tournées vers l'exportation ou l'importation (ex : le rôle du port de Shanghai pour la vallée du Yangzi).
Les littoraux jouent donc un rôle fondamental d'**interface** en facilitant la connexion d'un territoire à l'espace mondial.
- Plusieurs **façades maritimes** jouent un rôle majeur dans l'économie mondiale : la façade maritime de l'Asie de l'Est (littoral chinois et sud-Coréen), de l'Amérique du Nord-Est ou de l'Europe du Nord-Ouest (Northern Range). La formation de façades maritimes mondiales se développe souvent en parallèle avec la formation de mégapoles, due au phénomène de littoralisation.

II Les "angles-morts" de la mondialisation

Outils de calculs géographiques :

- **les outils quantitatifs**

PIB par hab. : la richesse créée par l'ensemble de l'activité économique intérieure d'un Etat en un an et exprimée en dollars US, rapportée au nombre d'habitants.

RNB par hab. (Revenu National Brut) : somme des revenus perçus par les acteurs économiques d'un Etat (salaires, revenus financiers) en un an exprimée en dollars US, rapportée au nombre d'habitants (proche du PIB).

- **les outils qualitatifs**

IDH (Indice de Développement Humain) : calcul de la qualité de vie d'une population sur la base de l'espérance de vie, du PIB par hab. et du taux d'alphabétisation.

IPH (Indice de Pauvreté Humaine) : calcul du niveau de pauvreté d'un pays en comptabilisant le nombre d'individus d'une population vivant sous le seuil de pauvreté associé à l'IDH.

Le seuil de pauvreté : individu vivant avec moins de deux dollars US par jour.

Le seuil d'extrême pauvreté : individu vivant avec moins d'1,25 dollar US par jour.

A Des inégalités croissantes à toutes les échelles

Les PMA (Pays les Moins Avancés) : les Etats les plus pauvres de la planète.

La paupérisation : phénomène d'appauvrissement continu d'un individu ou d'un groupe d'individus.

Les **Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)** promulgués en 2000 par l'ONU appelaient à lutter contre l'extrême pauvreté et l'ensemble des maux dont souffrent les pays en développement (voir doc 1). La plupart de ces objectifs sont aujourd'hui caducs. **Les inégalités se sont renforcées à toutes les échelles. La spécialisation des espaces et des territoires a creusé un fossé entre riches et pauvres, entre ceux qui sont intégrés à la mondialisation et ceux qui sont marginalisés.**

A.1 Les inégalités à l'échelle mondiale

À l'échelle planétaire, les inégalités économiques sont béantes : **1 % de la population mondiale détient 40 % des richesses tandis que 50 % de la population**

mondiale ne possède que 5 % des richesses. Les économistes estiment qu'en 2011, $\frac{1}{4}$ des habitants de la planète vivent encore sous le seuil de pauvreté (moins de 2 dollars par jour). Cette indigence extrême s'accompagne des phénomènes de malnutrition et interdit l'accès aux services de base (électricité, eau courante potable...). La limite Nord/Sud contestée reste encore pertinente pour montrer les écarts de richesse à l'échelle planétaire. La grande pauvreté touche essentiellement les pays des "Suds", même si aucune société n'est épargnée.

A.2 Les inégalités à l'échelle des " Suds " (voir doc 2)

Jusque dans les années 1980, le "Sud" regroupait l'ensemble des pays pauvres de la planète. Mais avec le processus de la NDIT, les territoires se sont différenciés. Le niveau de vie de certaines populations en développement s'est considérablement amélioré. Les anciens "**Dragons**" asiatiques (Corée du Sud, Taïwan, Singapour et Hong-Kong) sont devenus en quelques décennies des sociétés développées. Dans les **pays émergents**, une **classe moyenne** s'est détachée et constitue de nouveaux marchés de consommation. Le niveau d'éducation et de santé se rapproche des États du Nord. Mais ce rééquilibrage ne s'est pas généralisé. Une partie des pays du monde stagne, bloquée par les défis sociaux et économiques. Les **Pays les moins avancés (PMA)** forment des territoires en **marge** de la mondialisation et n'en récupèrent pas les retombées économiques.

A.3 Les inégalités à l'échelle du "Nord"

Le niveau de vie des populations des pays du "Nord" reste assez homogène. L'IDH y est élevé grâce à un haut niveau d'éducation et de santé. Mais la **crise économique de 2008** a creusé les inégalités en frappant durement plusieurs États. La situation de la Grèce est devenue préoccupante, des signes de **paupérisation** se manifestent. Le cas grec n'est pas isolé : le Portugal, l'Italie et l'Espagne sont en pleine tourmente économique, et l'Espagne compte en 2013 près de 26 % de chômeurs. Au Royaume-Uni, 7^e puissance économique mondiale, 15 % de la population est considérée en situation de pauvreté (selon le seuil en vigueur dans les pays développés).

A.4 Les inégalités à l'échelle locale

La mondialisation creuse les inégalités à l'intérieur de tous les territoires, même les plus intégrés. Ainsi, les **métropoles**, lieux de la prospérité économique, sont marquées par les **contrastes de richesses** qu'elles soient du "Nord" ou des "Suds". **La ségrégation spatiale** est particulièrement criante dans les villes tentaculaires d'Amérique du Sud, au premier rang desquelles les villes de Rio de Janeiro et de Sao Paulo où les favelas miséreuses côtoient les quartiers riches ultrasécurisés.

B Les PMA, une misère inextinguible ?

- En 1971, l'ONU a défini la **catégorie des PMA** en se basant sur les critères de RNB, d'IDH et de vulnérabilité (instabilité politique) : 25 pays étaient recensés comme PMA. En 2013, l'ONU en comptabilise 49. **Le nombre de ces pays en marge de la mondialisation a doublé en 40 ans.** (voir doc 3).

Parmi ces PMA, 34 sont situés en Afrique subsaharienne, 9 en Asie, 5 dans le Pacifique et 1 aux Antilles. Ces 49 pays représentent moins de 1 % du PIB

mondial et moins de 1 % des échanges commerciaux. Ils forment les "angles-morts" de la mondialisation.

- Les causes de cette stagnation sont multiples. Elles proviennent de facteurs historiques (colonisation, faillite économique du système communiste) et traditionnels qui ont engendré des blocages socio-économiques. La lenteur de la transition démographique, l'exclusion des femmes de l'éducation, le faible niveau d'alphabétisation, la faiblesse des Etats, le pillage des ressources ou encore la corruption endémique des élites freinent de manière considérable le développement des PMA.

L'absence de services de santé efficaces favorise les épidémies et diminue l'espérance de vie (30 ans au Sierra Leone). Les pays de l'Afrique subsaharienne sont particulièrement touchés par le Sida et le paludisme. 80 % des morts dus à ces maladies infectieuses sont africains. Des maladies qui semblaient avoir disparu de la planète resurgissent en Afrique et en Asie du Sud (tuberculose, coqueluche, choléra...). L'OMS estime que ces épidémies entraînent sur 15 ans une baisse de 20 % de la production de richesse.

- Ces territoires sont donc exclus de la mondialisation car leur **attractivité est trop faible**. Les IDE sont dissuadés par le **manque d'infrastructures**, une **main d'œuvre trop peu qualifiée** et surtout l'**instabilité politique** (ex : RDC, Soudan, Somalie...). Les guerres oubliées de l'Afrique sont longues et meurtrières. La guerre au Darfour a provoqué la mort de 300000 personnes, 3 millions en RDC. Dans ces conditions, ces pays n'ont pas pu dégager de classes moyennes urbaines qui sont souvent le levier de l'éducation, de la démocratie, et de la transition démographique. Les perspectives apparaissent bien sombres...

C L'insécurité des marges

Les sociétés en marge de la mondialisation connaissent une recrudescence de l'insécurité.

- Le "printemps arabe" de 2011 a débuté par l'immolation d'un Tunisien désespéré face à ses conditions de vie. L'accumulation des richesses par les élites politiques (le clan Ben Ali, la famille Kadhafi) a généré les revendications sociales, économiques et politiques d'une grande partie des populations arabes. Les nouveaux régimes mis en place par les révolutions successives ont bien du mal à stabiliser la situation et à répondre aux exigences des citoyens.
- Les espaces en marge sont aussi les lieux de l'explosion de tous les trafics. Les routes de la drogue financent et animent l'instabilité en Amérique centrale, en Afghanistan et en Afrique sahélienne. Les groupes armés prospèrent sur les trafics illégaux et déstabilisent profondément les Etats (FARC et AUC en Colombie, Talibans en Afghanistan...).
- Enfin, le phénomène de piraterie s'est renforcé dans ces "zones grises" de la mondialisation. Des voies maritimes stratégiques sont menacées par les actes de piraterie au large des côtes de la Somalie, du Golfe de Guinée ou dans le détroit de Malacca. La faiblesse des Etats riverains mais aussi le renforcement des inégalités expliquent ces phénomènes.

III Les espaces maritimes : approche géostratégique

A L'enjeu économique des océans

Les ressources halieutiques : les ressources vivantes aquatiques.

Offshore : exploitation de ressources en mer.

(Etude carte doc 1)

Les océans représentent 70 % de la superficie de la planète et fournissent de nombreuses richesses essentielles à l'**économie des États**.

- Les **ressources halieutiques** sont une source traditionnelle de revenus, liées aux besoins alimentaires des populations. La **révolution des transports** a permis de développer une pêche intensive et massive grâce aux navires usines. Les captures de pêche ont été multipliées par 5 depuis 1950 et représentent en 2010 90 millions de tonnes. Cette **pêche intensive** a néanmoins des **effets pervers** avec la disparition de nombreuses espèces et la destruction des fonds marins qui font craindre un épuisement des ressources. Le sous-sol marin est lui aussi un enjeu économique de taille : il contient de très importantes réserves minières et énergétiques dont l'exploitation n'en est qu'à ses débuts. Les scientifiques considèrent que ces fonds marins regroupent le 1/3 des ressources mondiales d'hydrocarbures. Cette exploitation des espaces marins a été rendue possible par le développement des techniques **offshores**. Les plates-formes pétrolières fournissent d'importants revenus à des pays comme la Norvège, pionnière en ce domaine. Cependant, ces constructions offshores sont aussi à l'origine de graves atteintes à l'environnement (plateforme offshore de BP, Golfe du Mexique 2010).
- Enfin, les espaces maritimes sont des lieux de circulation et d'interface : 80 % du trafic de marchandises se fait par les océans. Les principales voies maritimes forment des couloirs de circulation au trafic très dense qui relient les façades maritimes de la planète en empruntant les passages stratégiques (détroit de Gibraltar, canal de Panama...).

B Des espaces de tensions

ZEE (Zone Economique Exclusive) : bande maritime s'étendant jusqu'à 200 milles marins dans laquelle l'Etat riverain possède les droits exclusifs d'exploitation.

La délimitation des zones d'influence maritime est une question ancienne et âprement discutée, qui pose d'innombrables difficultés techniques et administratives.

- En 1982, 133 États se réunissent lors de la conférence de **Montego Bay** pour fixer le droit maritime international :
 - Les **ZEE** désignent l'étendue des eaux territoriales d'un État dans lesquelles il possède un droit d'exploitation exclusif. Les E-U et la France disposent des deux plus vastes ZEE.
 - Au-delà des 200 milles, la haute mer est libre et internationale, ses fonds ont été déclarés "**bien commun de l'humanité**".
- Mais l'accès à de nouvelles ressources, facilité par les techniques offshores et le réchauffement climatique, attirent les **convoitises des États** qui tentent d'en renégocier les délimitations. La **région arctique** devient ainsi un enjeu de plus en plus important pour les pays riverains (Russie, Canada, Norvège...). Les

revendications et les conflits concernant les espaces maritimes se sont multipliés ces dernières années, en lien avec l'**affirmation des pays émergents** et des puissances régionales.

La Chine mène par exemple une politique expansionniste en mer de Chine et conteste la souveraineté japonaise (îles Diaoyu/Senkaku), philippine ou vietnamienne de plusieurs archipels.

Des contentieux maritimes provoquent fréquemment des incidents diplomatiques entre le Japon et la Russie (îles Kouriles), le R-U et l'Argentine (les Malouines), voire des incidents militaires (Corée du Nord et du Sud, Chine et Taïwan). Enfin, les zones de pêche ne sont pas toujours respectées et provoquent des tensions économiques (France/Espagne, R-U/Espagne pour le rocher de Gibraltar...).

C La maîtrise des espaces maritimes et leur sécurisation

(Étude carte doc 2)

Les espaces maritimes constituent un formidable enjeu géopolitique pour les Etats qui cherchent à s'assurer la **maîtrise de leurs ZEE et la sécurisation de leurs voies d'approvisionnement**.

- **Les passages stratégiques** tels que les détroits internationaux et les canaux ont souvent été des lieux de frictions et d'oppositions. Ainsi, le statut international du canal de Suez a longtemps été disputé et a provoqué différentes crises majeures : en 1956 lors de la crise de Suez, les Anglo-Français épaulés par les Israéliens tentent d'empêcher la nationalisation du canal par l'Égypte. Après la Guerre des Six jours de 1967, l'Égypte ferme le canal pendant près de sept ans à une partie de la navigation mondiale.

De même, l'importance du canal de Panama pour les Etats-Unis a entraîné de multiples interventions militaires qui ont déstabilisé l'Etat panaméen. Le détroit de Gibraltar est lui aussi l'un des plus sécurisé au monde grâce au déploiement massif des polices maritimes européennes.

En outre, depuis une quinzaine d'années, en parallèle avec le processus de mondialisation, les espaces maritimes et plus spécifiquement les passages stratégiques sont le cadre de l'explosion des trafics : les narcotrafiquants, passeurs et migrants clandestins, ou encore les pirates utilisent les océans comme base de leurs activités illégales.

- Ces enjeux liés à l'augmentation du trafic maritime ont engendré une véritable "**course à la mer**" de la part des Etats qui ont considérablement renforcé leurs **flottes militaires**. Les puissances émergentes et régionales jouent un rôle dynamique dans ce processus : la Chine a par exemple décidé de moderniser sa flotte de guerre parallèlement à ses revendications maritimes croissantes en mer de Chine méridionale.

La flotte militaire mondiale ne cesse d'augmenter et l'on recense près de 2000 navires de guerre en 2010.

Mais en réalité, la **répartition des flottes est très déséquilibrée** : 16 pays détiennent 95 % des navires militaires et le **poids naval des États-Unis est écrasant**. En effet, ceux-ci possèdent 40 % de la flotte militaire mondiale et leur arsenal est impressionnant : 18 sous-marins nucléaires, 11 porte-avions, près de 200 bases navales disséminées à travers la planète. Le quadrillage des océans par les États-Unis leur permet de maîtriser leurs voies d'approvisionnement et d'intervenir sur tous les points du globe afin de protéger leurs intérêts (voir *étude critique de document : l'océan indien, un espace convoité*).